

**RAM SEGOBIN, PORTE-PAROLE DE LALIT :**

# « Nous allons vers une grave crise économique et sociale »

**N**otre invité de ce dimanche est le Dr Ram Seegobin, le porte-parole de Lalit. Dans cette interview, réalisée vendredi matin, il passe en revue la situation politico-économique-sociale et partage ses inquiétudes sur l'avenir. Il le dit et le répète : nous allons vers une grave crise économique et sociale.

● **Est-ce que Lalit fait partie de ceux qui disent que le gouvernement a bien géré la crise sanitaire provoquée par le coronavirus ?**

- Oui, mais avec une grosse nuance. Le confinement sanitaire a été une réussite, Maurice a évité le pire grâce à une équipe de médecins, les Dr Catherine Gaud, Vasantrao Gajadhur et Laurent Musango, le représentant de l'OMS à Maurice. C'est cette équipe qui a élaboré le plan sanitaire que le gouvernement a eu la sagesse d'accepter de mettre en pratique. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que Maurice a une culture et des infrastructures pour faire face à des épidémies que nous avons héritées de la période de la malaria. Il n'y a pas beaucoup de pays au monde où un voyageur venant d'un pays infecté par la maladie est testé à son domicile le lendemain matin par un officiel de la Santé.

● **Quand on se penche sur les commandes de médicaments et de matériel médical passées en urgence, il semblerait que cette épidémie a été très profitable, financièrement, pour des personnes bien introduites dans les cercles du gouvernement et plus particulièrement du ministère de la Santé...**

- En temps d'épidémie et d'urgences sanitaires, les règlements et contrôles ne peuvent pas être respectés et des petits et gros malins à l'extérieur et à l'intérieur du ministère de la Santé ont su en profiter. C'est vraiment dégueulasse de voir des requins profiter d'une épidémie sanitaire pour faire des profits faciles. On a vu toutes sortes de compagnies et d'individus, depuis des quincailleries jusqu'aux organisateurs d'anniversaires politiques, non seulement se transformer en fournisseurs de médicaments et de matériel médical, mais voir leurs offres, qui se montent à des millions, être acceptées par le gouvernement. On dirait que l'argent est tombé depuis un hélicoptère dans les poches d'un petit groupe bien proche du régime et plus particulièrement du ministre de la Santé.

● **Avez-vous été surpris que Maurice se retrouve sur la liste noire de l'Union européenne ?**

- Absolument pas ! À Lalit, nous pensons, à cause de l'opacité et du manque de contrôle qui l'entoure,

que le secteur offshore est potentiellement un business sale. Il y a plus de vingt ans de cela, un économiste canadien avait dit que l'offshore était composé à 75% de *black money*, qui évite la taxation, et de 25% de *dark money*. Pourquoi est-ce que les investisseurs étrangers viennent investir à Maurice sinon pour payer moins de taxes dans ce qui est pour eux un paradis fiscal ? Maurice n'est pas le seul pays dans cette situation, mais il a attiré l'attention quand le gouvernement indien s'est aperçu que des capitalistes indiens se servaient de l'offshore mauricien pour investir en Inde, sans payer de taxes. C'est ce qui a conduit à la dénonciation de notre traité de double imposition et a poussé les institutions internationales à regarder de plus près ce qui se passe dans l'offshore mauricien.

● **Le Premier ministre se plaint que l'Union européenne a été plus sévère avec Maurice qu'avec d'autres centres offshore...**

- Maurice se retrouve sur la liste noire parce que ses institutions supposées appliquer les législations pour contrôler le terrorisme et le blanchiment d'argent sale, c'est-à-dire l'ICAC et la FSC, sont inefficaces et pas suffisamment équipées. Cette liste noire est un avertissement aux investisseurs d'éviter certains secteurs off-

shore et il est à craindre que Maurice en subisse les conséquences. D'autant plus que le gouvernement amende la loi mais ne donne pas plus de moyens à ses institutions pour appliquer les législations de l'Union européenne.

● **Venons à une autre affaire : le St-Louis Gate. On pourrait avoir le sentiment que le plus important pour le gouvernement est d'essayer de faire porter le chapeau à Paul Bérenger, pas de retracer et de faire condamner tous ceux impliqués dans cette affaire de corruption alléguée de plusieurs centaines de millions de roupies**

- J'ai été étonné d'entendre dire

que le nom de Bérenger figure sur ce document, dans la mesure où il n'était pas au gouvernement quand le contrat a été alloué. On entretient beaucoup de confusion autour de cette affaire. Premièrement, ce n'est pas la BAD qui a mené l'enquête, mais la firme danoise qui a obtenu le contrat. C'est elle qui a fait mener une enquête qui l'a menée à accuser ses employés et de réfréter deux d'entre eux à la police. Elle a averti la BAD de ses conclusions dans un rapport que personne ne veut rendre public puisque des personnes citées n'ont pas eu l'occasion de donner leurs explications. Ce qui est extraordinaire, c'est que Pravinnd Jugnauth rend publique une partie d'un rapport de la BAD qui lui qualifie lui-même de confidentiel ! Qui plus est, il montre le rapport à Ivan Collendavelloo, *prime suspect* parce que ministre de l'Énergie quand l'appel d'offres de la centrale St-Louis a été attribué, et qui jure qu'il n'était au courant de rien. Il y a à ce niveau un élément troublant dont on ne parle pas beaucoup : le fait que l'existence d'une enquête pour corruption sur la centrale St-Louis a été ouverte par la firme danoise dès 2019. Ce fait est mentionné en octobre 2019 à l'agenda du bord du CEB qui est composé de représentants des principaux ministères. Et ce n'est que le 8 juin 2020

« Nous sommes face à une crise économique qui va déboucher sur une crise sociale, et ni le gouvernement ni l'opposition ne semblent être conscients de sa gravité »

que le DPM en est informé et le PM quelques jours après ! Asé do !

● **Vous avez compris pourquoi le DPM a été limogé, pour aller prendre publiquement le thé avec le PM quelques jours après ?**

- Je crois que devant la gravité de l'affaire, Pravinnd Jugnauth a senti qu'il fallait faire sauter un fusible et a révoqué Collendavelloo. Mais il est clair que tout cela fait également partie d'une stratégie pour essayer de profiter de l'occasion pour salir Bérenger en même temps. Depuis, comme vous l'avez constaté, toutes les attaques du gouvernement sont concentrées sur Bérenger, pas sur

l'affaire de corruption elle-même. Il faudrait souligner que cette affaire ressemble beaucoup au scandale Boskalis, sous le régime travailliste, dans lequel une compagnie hollandaise avait reconnu avoir donné des *bribes* pour obtenir un contrat à un ministre et un directeur d'un corps paraétatique qui a été, par la suite, un des principaux collaborateurs des Jugnauth et de leurs gouvernements ! Après que l'enquête a été confiée à l'ICAC, je doute qu'on finisse par trouver la lumière au bout du tunnel de l'affaire St-Louis.

● **Et du coup, Steeve Obeegadoo a été promu DPM. On a envie de dire que le regretté Siven Chinen se trompait en chantant que « dan lalit péna récompense ». En ajoutant que pour être récompensé en politique, il faut quitter le MMM**

assurances médicales ? La réponse semble être oui quand on voit que des proches du régime — le Dr Zouberr Joomaye pour ne pas le nommer — a bénéficié de terrains pieds dans l'eau et à Coromandel pour construire des cliniques. Même s'il ne fait partie des « doubles O », cet ancien MMM a su faire son chemin au sein du MSM. Dan so lalit énan récompense !

● **Parlons de l'opposition parlementaire, supposément unie, mais qui se fait avoir par les manœuvres gouvernementales menées par le Speaker. C'est ainsi qu'il a profité du walk-out de l'opposition pour faire passer l'examen en comité du budget, qui prend généralement des jours, en quelques minutes. Est-ce que malgré tous ses parlementaires expérimentés, l'opposition est dépassée ?**

« Ce qui est extraordinaire, c'est que Pravinnd Jugnauth rend publique une partie d'un rapport de la BAD qu'il qualifie lui-même de confidentiel ! »

- et surtout faire partie des « doubles O ». Vous n'avez pas remarqué que les anciens du MMM promus au MSM sont ceux que l'on appelle les « doubles O » : Collendavelloo, Obeegadoo et Ganoo. Le rôle de Collendavelloo au gouvernement était de fatiguer le MMM et de récupérer sa base. Il n'a clairement pas réussi cette « mission » quand on voit ses propres résultats à Rose-Hill aux dernières élections. Donc, il n'est plus utile et le MSM l'a remplacé par Obeegadoo, aidé de Ganoo, pour faire ce travail.

● **Sans commentaires. Quelle est la position de Lalit sur la fameuse Contribution sociale généralisée qui va remplacer le National Pension Fund ?**

- Jusqu'à l'heure, on n'a pas de détails sur le fonctionnement de cette CSG. Il aurait fallu pour une mesure de cette importance publier un livre blanc et lancer un débat national sur la question. Cela n'a pas été fait. Depuis 1976, nous avons une pension contributive — employé/employeur — au niveau national payée à la retraite selon certaines conditions et la pension de vieillesse. Le gouvernement est en train d'éliminer la pension contributive et faire la pension de vieillesse devenir en partie contributive pour pouvoir réaliser sa promesse électorale de faire passer la pension à Rs 13 500. Est-ce que le gouvernement veut encourager le Mauricien à prendre des assurances privées et des

- Lalit a souvent dit que le gouvernement n'a pas de stratégie. Il est évident que quand il a été élu — par une petite victoire —, il ne savait pas quoi faire, surtout au niveau économique. Il y a des décisions gouvernementales qui sont du grand n'importe quoi. Rappelez-vous : pour faire venir les touristes à Maurice avant la pandémie, le gouvernement a augmenté le nombre de bouteilles d'alcool qui un touriste pouvait acheter en *duty free*. A-t-on vraiment cru que les touristes allaient se précipiter à Maurice à cause d'une bouteille de whisky sans taxe ? Ce gouvernement a, face à lui, une opposition qui, elle aussi, n'arrive pas à montrer qu'elle représente une alternative au gouvernement. Quand on a une opposition avec un seul parti politique, techniquement, son leader représente l'alternative au Premier ministre. Mais quand cette opposition est composée de trois partis politiques, lequel d'entre eux représente l'alternative ? Comment est-ce possible dans le cas actuel où le leader de l'opposition doit prendre des instructions du leader de son parti ? Bérenger, qui a été leader de l'opposition pendant des années, est obligé de s'effacer devant Boollell. Quant à Duval, dont les grandes ambitions ont été ramenées à leurs justes proportions aux dernières élections, il est très peu présent. Nous avons donc une opposition avec des faiblesses structurelles, ce qui fait le



REALISÉE PAR JEAN-CLAUDE ANTOINE

● **Il semble que le terme autosuffisance alimentaire fait peur à Maurice**

- Le terme est un peu mal choisi, dans la mesure où nous ne pourrions jamais atteindre l'autosuffisance alimentaire totale, mais on peut, on doit réfléchir en termes de sécurité alimentaire. D'autant plus que les gros producteurs alimentaires comme l'Inde, l'Australie, certains pays d'Asie et de l'Amérique du Sud doivent faire face à des problèmes internes suites au coronavirus et vont diminuer, sinon cesser, leurs exportations. Et comment va évoluer le transport maritime avec les pandémies et les quarantaines obligatoires pour ses employés ? Est-ce que vous avez entendu où le gouvernement ou l'opposition se pencher sur ces questions vitales et venir avec des propositions ? L'emploi est une des grandes préoccupations à court et moyen termes, et la situation est inquiétante. Tous nos piliers économiques sont sérieusement menacés : l'industrie sucrière, la zone franche, le tourisme, l'offshore, le secteur des services. Si nous voulons éviter une crise économique et sociale, il faut commencer à réfléchir sur les possibilités de créer de l'emploi. Est-ce que dans le gouvernement ou l'opposition quelqu'un dit réfléchir sur la création d'emploi à court terme ? Aux 100 000 emplois en moins, annoncés par le ministère des Finances, vont s'ajouter en janvier les milliers d'étudiants qui vont arriver sur le marché du travail. Qu'allons-nous faire d'eux ? Quand on prend l'argent des réserves de la Banque centrale pour le distribuer par hélicoptère, cela amène l'inflation, qui

pement de toutes sortes de problèmes sociaux. Une grosse partie des problèmes d'abus sexuels, de vols, de violence domestique découlent de ce grave problème de logement qu'aucun gouvernement ne semble vouloir régler sérieusement. Un jour ou l'autre nous aurons à en payer les conséquences sociales.

● **Après ce tour d'horizon de la situation économique, on est obligé de constater que les perspectives d'avenir sont inquiétantes...**

- Elles sont beaucoup plus qu'inquiétantes, avec une industrie touristique qui ne va pas reprendre — si elle reprend — avant l'année prochaine et avec les jeunes sur le marché de l'emploi qui vont aller rejoindre les licenciés. Nous sommes face à une crise économique qui va déboucher sur une crise sociale, et ni le gouvernement ni l'opposition ne semblent être conscients de sa gravité. D'autant que face à la menace sanitaire, la population avait accepté les mesures restrictives du confinement. Il fallait simplement profiter de cet état d'esprit pour préparer les Mauriciens aux répercussions économiques et sociales inévitables de la pandémie. Cela n'a pas été fait. Au lieu de conscientiser, de préparer, le gouvernement s'est contenté de rassurer en puisant dans les réserves de la Banque centrale pour faire un budget équilibré, selon l'ancienne méthode. Souvent, dans l'histoire, les grandes mutations économiques et sociales ont été les conséquences des crises sanitaires ou sociales. Ces périodes ont permis une remise en question du mode de fonctionnement des sociétés, de mettre fin aux systèmes dépassés pour les remplacer par des nouveaux plus adaptés. Nous avons totalement raté cette occasion à Maurice. On laisse croire que tout va redevenir comme avant bientôt. Ce n'est pas vrai, ce n'est pas possible. Rien ne sera plus comme avant.

● **Est-ce que le plus inquiétant dans cette situation n'est pas le manque de propositions du gouvernement ou de l'opposition pour faire face à la crise, mais le comportement des Mauriciens ? Ils vaquent à leurs occupations comme si de rien n'était, comme si, très bientôt, nous allons revenir à la « normale », au monde d'avant la pandémie, que tout cela ne sera qu'un mauvais souvenir**

- Il y a des conditions objectives qui expliquent cette manière de penser ou de ne pas s'inquiéter face aux conséquences de la crise. Pendant le confinement et sans travailler, le Mauricien a eu ses salaires, ce qui l'a rassuré et satisfait. Il croit que tout va continuer comme avant. Mais quand il va réaliser qu'il a perdu son emploi et qu'il n'en aura pas un autre, là, sa manière de penser va changer face à la réalité. Comme chez les dirigeants politiques, il existe chez les Mauriciens comme un refus de voir les problèmes pour ne pas avoir à les affronter. On semble penser que si on ne règle pas le problème, il va finir par disparaître. C'est une politique du laisser-aller qui, ajouté à la crise économique et ses conséquences, va finir par conduire à l'explosion sociale.

● **Suite de la page 10**

jeu du gouvernement qui les utilise.

● **Avec la complicité visible du nouveau Speaker...**

- Ce dernier a réussi l'exploit de faire l'opposition regretter Maya Hanoomanjee ! Un bon Speaker mène les débats avec de l'humour, un sens de la répartie, des traits d'esprit et surtout une connaissance des règlements, ce que ne maîtrise pas M. Phooker. Il semble croire qu'il faut diriger le Parlement en hurlant, comme un mauvais professeur d'école primaire. Ni le gouvernement ni l'opposition n'ont su saisir l'occasion provoquée par la Covid-19 pour remettre en question le fonctionnement de l'économie mauricienne, apporter de nouvelles idées, proposer de nouvelles pistes de réflexion. C'est pour cette raison que nous disons à Lalit que le gouvernement et l'opposition se valent.

● **Effectivement, pendant quelques jours, on a entendu dire qu'il fallait revoir l'économie de fond en comble et qu'il fallait prendre des mesures pour atteindre**

« Comme chez les dirigeants politiques, il existe chez les Mauriciens comme un refus de voir les problèmes pour ne pas avoir à les affronter »

l'autosuffisance alimentaire. Et puis, dans le budget, on a continué à faire comment avant, à puiser de l'argent de la Banque centrale pour équilibrer le budget qui repose sur les stratégies d'hier, notamment en matière agricole. Pourquoi ?

- Et pourtant, bien avant l'épidémie, les gros propriétaires terriens comme Médine ou Terra avaient déjà dit qu'il fallait diversifier l'agriculture. Mais cela ne semble pas avoir été entendu par l'actuel ministre de l'Agriculture — qui semble plus s'occuper de la Justice — et donne le sentiment qu'il croit, avec le gouvernement, que l'industrie sucrière a encore un avenir, alors que Médine a fermé son usine et Alteo sa raffinerie par manque de cannes. En dépit de tout cela, le gouvernement continue à subventionner les gros planteurs de cannes. Vous me demandez pourquoi, tout simplement parce que tous les gouvernements mauriciens, plus précisément ceux du PTr et du MSM, pensent que leur force politique repose sur la canne. La grosse partie de leur base sociale commune est les gros planteurs de canne — dont beaucoup sont des fonctionnaires — qu'ils ne veulent absolument pas heurter.

ajoutée à la dévaluation de la roupie et au chômage sont les recettes pour une grave crise économique et sociale.

● **La solution pour le gouvernement semble être la subvention d'une partie des salaires de certaines catégories d'employés**

- Vous avez dit certaines catégories. Et les autres ? Jusqu'à quand allons-nous puiser des réserves de la Banque de Maurice pour jeter de l'argent par hélicoptère sur « certaines » entreprises ? Il faut réfléchir sur les secteurs économiques productifs qu'on peut démarrer pour résoudre le problème de l'emploi. Pourquoi ne pourrait-on pas créer une véritable industrie de la pêche — sur le modèle des Seychelles — pour exploiter notre zone marine ? On a donné de l'argent au secteur de la construction pour les infrastructures alors que nous avons une grave crise de logement. Pourquoi ne pas faire construire des maisons pour diminuer la crise du logement ? Il y a des milliers de Mauriciens qui vivent dans des conditions impossibles. Beaucoup de maisons de cités de deux chambres sont occupées par plusieurs familles. C'est la même chose dans les cités tôles. Tout cela crée une promiscuité qui encourage le dévelop-